

Je crois me faire l'interprète d'autres opinions. La démocratie me convient parfaitement tant qu'elle remplit son rôle, mais lorsqu'on refuse de reconnaître nos droits et ceux de la génération qui me suivra, je proteste. Quand je verrai le Parlement refuser de faire quoi que ce soit, tergiverser lorsqu'il s'agit de l'intérêt du peuple, jouer celui-ci d'une élection à l'autre, je me lèverai pour dire au Gouvernement ce que je pense de lui. Ou bien le gouvernement n'a pas assez de cran pour s'attaquer au problème, ou bien il ne sait pas où est le mal. Je demande à la Chambre ce soir que le Gouvernement nous soumette une proposition concrète pour employer la jeunesse canadienne à la production.

Je réclame pour les Canadiens ce que le parti libéral leur a promis, l'accomplissement de réformes, l'émission de crédit en fonction des besoins publics. Cela seul satisfera le peuple canadien, cela seul constituera une solution.

Je voudrais comme la plupart de mes collègues pouvoir parler d'une voix bien modulée et dans un bel anglais. Mais mes sentiments sont trop vifs. Maintes fois, quand je suis à mon siège, j'ai peine à me retenir, quand j'entends des honorables députés discuter les questions primordiales du jour d'une façon aussi peu logique. Le problème existe. Il est simple, n'en déplaise aux économistes de profession. Un système économique doit assurer la production de denrées de tout genre. Nous en avons en abondance au Canada. Nous avons la jeunesse, la plus grande richesse, la vie humaine. Nous sommes un grand pays aux vastes ressources. Au milieu de tout cela, existe la misère. Les honorables députés de la droite peuvent-ils me dire pourquoi, avec tous ces avantages, il reste impossible d'assurer la sécurité à la population canadienne? Qui peut m'expliquer ce mystère? Je me rends compte que personne n'y parviendrait, et je sais aussi que l'an prochain le problème du chômage sera aussi grave qu'aujourd'hui.

D'après un honorable député le barème des secours est plus élevé que celui des salaires.

C'est dire que les salaires payés au Canada sont bien minimes et ce n'est pas non plus faire l'éloge de la mesure destinée à régler les salaires? Les journaux m'apprennent récemment que deux inculpés devaient répondre devant le magistrat à l'accusation de mauvaise conduite. Les deux causes entendues, le magistrat, parce que le plus âgé lui avait paru d'assez bonne nature, lui infligea trente jours de prison, et quant au plus jeune, qui était moins bon sujet, il le remit en liberté. Voilà le merveilleux système que mes honorables vis-à-vis préconisent. Le cas est loin d'être isolé, car on les compte par centaines dans tout le Canada. Nos prisons débordent de jeunes gens qui promettaient de devenir d'excellents citoyens, et que l'industrie nationale aurait bien pu absorber. Les richesses intellectuelles du pays se dévalorisent dans la mendicité, pendant que le Parlement ergote sur la démocratie, multiplie les platitudes et ne se sent pas assez d'énergie pour se mettre au travail.

Il a été question de l'expansion de notre commerce. La république voisine est l'un de nos meilleurs clients. Les membres du congrès des Etats-Unis jettent les hauts cris parce que nous leur exportons du bois, du poisson, des pommes de terre et d'autres denrées. Ils expliquent leur chômage par l'invasion des produits canadiens sur le marché américain. Avant peu ils prohiberont l'importation des produits canadiens, et notre chômage s'aggravera d'autant. Quelles précautions avons-nous prises contre cette éventualité?

Le chômage n'est pas notre plus grand problème national. Abandonnons une fois pour toutes la voie de l'orthodoxie, aventurons-nous sur de nouvelles routes et envisageons la réalité. Si nous ne le faisons pas, la jeunesse canadienne le fera.

Monsieur l'Orateur, il est onze heures.

(Rapport est fait de l'état de la question.)

A onze heures, la séance est levée d'office, conformément au règlement.